

Wahlprüfsteng

RÉFÉRENCES POUR LE VOTE

La Chambre des Députés, issue des élections du 8 octobre, aura à définir les priorités du Grand Duché pour les 5 années à venir ... et au-delà!

Le choix des électeurs dépend de beaucoup de facteurs.

Sans vouloir orienter ce choix, un large spectre d'acteurs de la société civile a rassemblé des Références pour le vote - Wahlprüfsteng.

Il s'agit en quelque sorte d'une grille de lecture comprenant des préoccupations pouvant inspirer un choix politique.

THÉMATIQUES ABORDÉES :

Pour une société juste et équitable
Pour la sauvegarde de nos sources de vie
Pour une gouvernance orientée vers le futur



Pour une société juste et équitable

- La création massive de logements abordables doit constituer une priorité politique absolue.
- Des réformes d'ampleur pour endiguer la spéculation et contrôler efficacement les loyers.
- Une modification de la loi sur le REVIS pour adapter le montant au budget de référence et ne plus entraver les formes alternatives d'habitation comme la colocation ou l'accueil.
- Des aides plus ciblées pour les ménages à faible revenu.
- Une réforme fiscale équitable et socialement responsable.
- La sensibilité au genre et la perspective intersectionnelle.
- Une lutte active contre le sexisme et les autres formes de discrimination.
- L'accès pour toutes et tous à la santé.
- Une politique d'asile et de migration digne et basée sur l'égalité des droits.
- Une régularisation des personnes en situation administrative de séjour irrégulier.
- Une possibilité de repêchage en cas de refus du statut de protection internationale.
- La mise en place d'un Observatoire de l'intégration et de l'inclusion.
- Une prise en compte des frontalier.ières et de leurs familles.
- L'élargissement du congé bénévole à d'autres domaines.

Pour la sauvegarde de nos sources de vie

- Une transition ambitieuse et juste face à la crise climatique.
- Une stratégie ciblée pour accompagner les personnes à faibles revenus dans la transition écologique.
- Le rétablissement de la biodiversité dans nos paysages comme fondement de vie et du bien-être.
- Une réforme de la gouvernance au Luxembourg par rapport au défi du développement durable.
- Une stratégie pour rendre notre modèle social et économique soutenable.

Pour une gouvernance orientée vers le futur

- Une véritable cohérence des politiques pour le développement durable.
- Une dimension culturelle transversale de toutes les politiques publiques
- Une évaluation et un contrôle de l'implication de plus en plus forte du secteur privé, notamment du secteur de la finance, dans la coopération internationale.
- Un devoir de vigilance en matières droits humains, climat, environnement et biodiversité pour les grandes entreprises.
- Une nouvelle architecture de sécurité européenne dans laquelle une politique de sécurité civile doit jouer un rôle décisif.
- Arrêt du réarmement insensé, contre la modernisation des armes nucléaires, pour la diplomatie – contre la guerre.

Pour une société juste et équitable

- **La création de logements abordables doit constituer une priorité politique absolue.**

Le besoin immédiat de logements abordables est de 6000 unités. D'ici 2030 il faudra atteindre 20% de logements abordables (et non pas seulement 15% d'ici 2030 et 20% d'ici 2035).

- **Des réformes d'ampleur pour endiguer la spéculation et contrôler efficacement les loyers**

Face à l'exclusion du marché du logement d'un nombre grandissant de ménages, des réformes d'ampleur pour endiguer la spéculation et contrôler efficacement les loyers.

- **Une modification de la loi sur le REVIS pour adapter le montant au budget de référence et ne plus entretenir les formes alternatives d'habitation comme la colocation ou l'accueil.**

Adapter le montant du REVIS prenant en compte le budget de référence pour une vie décente (STATEC) pour aller à l'encontre de la précarité et de l'exclusion sociale. En outre, la définition actuelle de la communauté domestique ne permet pas aux personnes bénéficiaires du REVIS (ou qui risquent de devenir des bénéficiaires REVIS à l'avenir) de partager un logement ou d'être accueillis par un ménage, car ces personnes sont alors considérées comme faisant partie du ménage.

La définition doit être adaptée pour permettre à des personnes habitant ensemble mais ne partageant pas le même budget à être considérées comme un ménage à part et ainsi garder le droit aux aides sociales.

- **Des aides plus ciblées pour les ménages à faible revenu.**

Adapter toutes les allocations régulièrement au coût de la vie. Le barème d'éligibilité pour les différentes allocations devrait être revu à la hausse, en particulier pour les ménages monoparentaux. Il est important de s'attaquer au plus vite à la pauvreté des ménages monoparentaux et d'augmenter leur allègement fiscal.

- **Une réforme fiscale équitable et socialement responsable.**

Au Luxembourg les recettes fiscales provenant de la taxation du capital sont particulièrement faibles, il en est de même pour celles relatives à la fiscalité environnementale. Par contre, l'imposition du facteur travail est importante. Avec plus de 50% le travail supporte la majeure partie de la charge fiscale. Il n'est pas acceptable que les pollueurs n'assument pas dans la mesure nécessaire les charges occasionnées, mais que cela revienne à la collectivité. Par conséquent, les pollueurs ne sont pas vraiment incités à réduire ces charges, bien au contraire.

- **La sensibilité au genre et la perspective intersectionnelle.**

La politique "One fits all" renforce l'écart entre les riches et les pauvres et conduit à des divisions sociales et à des sociétés parallèles. Pour garantir la cohésion sociale, nous avons besoin d'une politique socialement juste et intersectionnelle qui tienne compte du genre, mais aussi de l'origine et de l'ethnicité, des différences de revenus, de l'orientation sexuelle et du handicap dans toutes les mesures.

- **Une lutte active contre le sexisme et les autres formes de discrimination.**

Le virage à droite que l'on observe dans toute l'Europe a pour conséquence que les discours (hétéro)sexistes et racistes redeviennent de plus en plus acceptables, avec des conséquences parfois dramatiques. Les interruptions de grossesse sont interdites ou rendues plus difficiles, les agressions contre les personnes LGBTIQ* augmentent et deviennent plus brutales, le « hate speech » sur les réseaux sociaux devient plus fréquent. La politique luxembourgeoise doit prendre au sérieux ces tendances à l'échelle européenne et les combattre activement.

- **L'accès pour toutes et tous à la santé.**

Donner une base légale au projet pilote CUSS (Couverture Universelle des Soins de Santé) et la rendre véritablement universelle.

- **Une politique d'asile et de migration digne et basée sur l'égalité des droits.**

Renforcer les offres d'accompagnement psycho-social afin que les migrants, les demandeurs de protection internationale, les bénéficiaires de protection internationale et les bénéficiaires de protection temporaire puissent pleinement jouir de leurs droits. Entre autres, l'accès à un logement décent et au marché de l'emploi : l'égalité des droits pour toutes les personnes déplacées et extension des opportunités créées pour les BPT à toutes les personnes demandant une protection.

- **Une régularisation des personnes en situation administrative de séjour irrégulier.**

La mise en situation administrative légale de personnes ressortissantes de pays tiers, se trouvant sans autorisation de séjour valable sur le territoire du Luxembourg, depuis une période déterminée, qu'elles soient majeures ou mineures. La mise en place d'un programme de régularisation sur une période limitée dans le temps. Dans le contexte actuel de crise, pareille mesure devrait être prioritaire.

- **Possibilité de repêchage en cas de refus du statut de protection internationale.**

Prise en compte d'aspects humanitaires, familiaux ou de santé à l'exemple des Härtefallkommissionen en République Fédérale Allemande.

- **La mise en place d'un Observatoire de l'intégration et de l'inclusion.**

Permettant non seulement, en amont des politiques à mener, de collecter les données et études nécessaires, d'organiser des débats publics sur les mesures à prendre et de proposer ainsi un meilleur ciblage des programmes, mais aussi d'évaluer, en aval, non seulement les résultats obtenus, mais aussi la gouvernance mise en œuvre.

- **Une prise en compte des frontaliers et de leurs familles qui font partie en quelque sorte de notre société.**

Sans s'ingérer dans les politiques de nos pays voisins des efforts pour mieux se connaître sont indispensables. Des jumelages entre lycées de la Grande Région avec des séjours linguistiques croisés peuvent être un instrument utile.

- **L'élargissement du congé bénévole à d'autres domaines.**

Le congé bénévole existe actuellement au Luxembourg pour les domaines de la coopération au développement, de la jeunesse, du sport et des services de secours. Dans les domaines de l'accueil et de l'intégration des étrangers et de la transition écologique, rien n'est prévu, alors que c'est dans ces

domaines que le bénévolat et l'engagement citoyen se sont beaucoup développés ces dernières années.

Pour la sauvegarde de nos sources de vie

- **Une transition ambitieuse et juste face à la crise climatique.**

Prendre la responsabilité pour une transition sociétale ambitieuse et juste au Luxembourg et au-delà des frontières (au service du bien commun).

- **Une stratégie ciblée pour accompagner les personnes à faible revenu dans la transition écologique.**

La transition écologique nécessite e.a. un engagement des citoyens à leur niveau, l'achat de produits bio, d'appareils ménagers à faible consommation souvent plus coûteux (à court terme), une rénovation énergétique etc...

Il est indispensable d'assurer une politique de subventionnement sélective afin de soutenir davantage les personnes à faible revenu dans cette transition. Une réelle stratégie est de mise, au-delà de solutions ponctuelles.

- **Le rétablissement de la biodiversité dans nos paysages comme fondement de vie et du bien-être.**

Au Luxembourg la dégradation de la biodiversité est hautement alarmante. Une réorientation fondamentale de la politique agricole s'impose de l'avis de tous les scientifiques en assurant une exploitation étroitement liée à la surface disponible (« flächengebundene Landwirtschaft »), l'agriculture biologique doit être promue de façon beaucoup plus conséquente (notamment par une restauration biologique dans toutes les structures publiques ou semi-publiques) et une mise en œuvre plus conséquente des plans de sauvegarde de la biodiversité.

- **Une réforme de la gouvernance au Luxembourg par rapport au défi du développement durable.**

La « gouvernance » luxembourgeoise doit être organisée de telle sorte que les défis qui se posent à notre société dans tous les domaines de l'économie et du développement durable puissent être relevés. La réforme de la gouvernance est reconnue comme étant un des éléments clés pour pouvoir assurer la transition. Des processus décisionnels réformés, englobant tous les acteurs, dont la société civile, une participation citoyenne plus développée, des administrations et structures publiques à la hauteur de leur tâches (du point de vue organisationnel et du point de vue ressources humaines) sont à mettre en place.

- **Une stratégie pour rendre notre modèle social et économique soutenable.**

Le modèle luxembourgeois est basé sur une croissance continue comme étant source de bien-être. En fait notre système social dépend d'un accroissement continu et important. Par voie de conséquence ce modèle ne peut pas être considéré comme soutenable à moyen terme. Rendre moins dépendante notre société de ce principe et éviter les multiples implications qui en découlent, notamment au niveau environnemental, demande un changement de paradigme.

Ce changement nécessite une stratégie à moyen terme, un processus de discussion des responsables politiques, des acteurs économiques et sociaux ainsi que de la société civile. La prise en compte de ces réflexions dans toute politique gouvernementale est nécessaire.

Pour une gouvernance orientée vers le futur

- **Une véritable cohérence des politiques pour le développement durable**

Il est nécessaire d'assurer une synergie entre les politiques gouvernementales pour le développement durable (CPDD), quel qu'en soit l'origine, afin de ne pas nuire à leur efficacité d'une part et d'en assurer des effets de synergies positives d'autre part.

- **Une dimension culturelle transversale de toutes les politiques publiques,**

Notamment dans l'éducation, la santé, la coopération au développement, les politiques d'intégration et d'inclusion. La politique culturelle ne saurait être purement sectorielle : elle doit être sociale, solidaire, sociétale, sur la base des valeurs des droits humains, de la démocratie, d'une justice sociale et environnementale.

- **Une évaluation et un contrôle de l'implication du secteur privé, notamment celui de la finance, dans la coopération internationale.**

Les Droits de l'Homme, la biodiversité, la protection de l'environnement ne doivent pas être laissés aux mains de intérêts privés au détriment de l'intérêt collectif !

- **Un devoir de vigilance pour les grandes entreprises.**

Les entreprises de 250 salariés et plus qui réalisent un chiffre d'affaires égal ou supérieur à 40 millions d'euros y inclus les banques et fonds d'investissements avec leurs spécificités, doivent se soumettre à un devoir de diligence conformément aux Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits humains, à l'accord de Paris et aux conventions internationales sur l'environnement et la biodiversité.

- **Une nouvelle architecture de sécurité européenne dans laquelle une politique de sécurité civile doit jouer un rôle décisif.**

Une nouvelle architecture de Sécurité Civile doit être élaborée afin de garantir en Europe une économie et un modèle de vie équitable, élargie aux pays voisins de l'Europe, dans un cadre démocratique mondialisé.

- **Arrêt du réarmement insensé, contre la modernisation des armes nucléaires, pour la diplomatie – contre la guerre.**

240 milliards de dollars ont été dépensés l'année dernière à l'échelle mondiale pour les armes et l'armée. Un nouveau record absolu. Il n'y a pas de sécurité avec plus d'armes, il ne peut y avoir de sécurité qu'ensemble, jamais contre l'autre.

Le risque d'une guerre nucléaire n'est pas à écarter. Ces armes meurtrières doivent être abolies. Le Luxembourg doit signer le traité d'interdiction des armes nucléaires des Nations-Unies

Wahlprüfsteine assemblés par :

et leurs revendications respectives complètes

- **ASTI** <https://www.asti.lu/>
- **Caritas**
https://www.caritas.lu/sites/default/files/imported/mep_brochure_elections_20220630.pdf
- **Cercle de Coopération** https://cercle.lu/wp-content/uploads/2022/12/15.07.22_Cercle_En-route-pour-2023_-Special-elections.pdf
- **CID | Fraen a Gender** <https://cid-fg.lu/de/news/wahlforderungen-cid/>
- **CLAE** <https://www.clae.lu/clae/>
- **Forum Culture(s)** <https://forumcultures.lu/lettre-ouverte-aux-partis-politiques/#more-1791>
- **Friddens- a Solidaritéitsplattform** www.facebook.com/fsplux
- **Initiative Devoir de vigilance** <https://www.initiative-devoirdevigilance.org/post/revendications-politiques-a-l-approche-des-elections-2023>
- **Koalitioun Wunnrecht** <https://www.ronnendes.ch.lu/les-revendications-et-propositions-de-la-coalition-wunnrecht/>
- **Médecins du Monde**
https://medecinsdumonde.lu/sites/default/files/Brochure_Observatoire_National_M%C3%A9decins%20du%20Monde.pdf
- **Mouvement écologique** https://www.meco.lu/wp-content/uploads/2023/03/Nationalwahlen_2023-Francais-Version-Finale.pdf
- **One planet** <https://www.oneplanetluxembourg.lu/>
- **Ronnen Desch**
- **Votum Klima** <https://astm.lu/votum-klima-revendications-electorales-2023/>

Ce document est une compilation de propositions des différentes organisations, sans qu'elles soient forcément intégralement partagées.

La version de ce document
en luxembourgeois
via ce QR code :

